

# HOROYA

Quotidien national



"Notre voix résonne plus fort que jamais grâce à nos initiatives pour une coopération africaine et internationale plus intégrée et solidaire."

Le Général d'Armée Mamadi Doumbouya



N°8321 DU MARDI 09 SEPTEMBRE 2025 \* 64<sup>ème</sup> ANNÉE [www.horoya.net](http://www.horoya.net) - [horoya.1958@gmail.com](mailto:horoya.1958@gmail.com) PRIX : 2000 GNF



[www.arsjpa.gov.gn](http://www.arsjpa.gov.gn)  
[info@arsjpa.gov.gn](mailto:info@arsjpa.gov.gn)  
+224 612 13 03 03/ 612 13 04 04  
Kaloum, Boulbinet  
cité des Nations villa 33

## ARSJPA

Jouez de manière responsable:  
**Contrôlez votre argent**  
**Contrôlez votre Temps.**

### JOURNEE DE RECUEILLEMENT NATIONAL A MANEAH



# Le Gouvernement rend hommage aux victimes...

### AN 4 DU CNRD Les acquis



PP4,5,6&7

### INCIVISME Un fléau à combattre



P.15

**STARTIMES SOLAR**  
Dynamisez votre vie



**612-34-25-15**

**KIT SOLAIRE  
COMPLET  
100% HYBRIDE**



**DEFENDRE LA REPUBLIQUE PAR  
LES IDEES ET LE VIVRE ENSEMBLE**

SIMANDOU

Guinée



QHoroya  
Journal Horoya  
[www.horoya.net](http://www.horoya.net)

#### POUR VOS ABONNEMENTS

Siège dans l'enceinte de la RTG Boulbinet - Kaloum  
Tél: +224 664 633 212 / 623 490 130 - BP ; 191 Conakry  
Email : [horoya1958@gamil.com](mailto:horoya1958@gamil.com)

## SOVERAINETE NUMERIQUE

# La Guinée récupère son domaine.gn

Dans le cadre de sa stratégie nationale de transformation digitale, la République de Guinée a franchi une étape historique vers la souveraineté numérique. À l'initiative de l'Association NIC.GN, et sous le haut patronage du Président de la République, le Général Mamadi Doumbouya, une cérémonie solennelle s'est tenue jeudi 4 septembre 2025, au Centre directionnel de Koloma pour marquer le lancement officiel du domaine internet national « .GN » et l'inauguration du Data Center National certifié Tier III.



Cette cérémonie a été rehaussée par la présence du ministre Directeur de cabinet à la Présidence, Djiba Diakité, du ministre Secrétaire général à la Présidence, le Général Amara Camara, de membres du CNRD, du

Gouvernement, d'acteurs du numérique, de la société civile et de partenaires techniques. Elle symbolise la volonté du Gouvernement de bâtir une infrastructure numérique robuste, sécurisée et inclusive,

conformément aux ambitions du programme Simandou 2040.

### Une anomalie historique corrigée

Prenant la parole, le ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique, Mme Rose Pola Pricemou, a exprimé sa fierté : « Faute d'un point GN opérationnel et géré en Guinée, notre drapeau numérique flottait hors de nos frontières. Cette situation était frustrante et inacceptable. Aujourd'hui, avec le rapatriement du point GN, nous corrigeons cette anomalie historique. »

Elle a également souligné les pertes financières liées à l'hébergement externe des données, estimées à plus de 5 millions de dollars par an : « Désormais, nos données stratégiques restent en Guinée, administrées par des Guinéens, sur le sol guinéen, sous notre contrôle. »

La ministre a également annoncé une baisse de 25 % du coût de la data sur tout le territoire grâce au partenariat avec Orange : « C'est un acte concret pour améliorer le pouvoir d'achat des Guinéens et rapprocher notre pays des standards internationaux.

» Elle a conclu avec émotion : « Ce que nous faisons dans le numérique et ce que nous ferons dans les urnes répond à une même ambition : construire une Guinée forte et unie. »

### Un Data Center aux standards internationaux

Le Data Center national, réalisé par le Groupe Corex sur une superficie de 600 m<sup>2</sup>, est certifié Tier III Design par l'Uptime Institute. Il est doté de dispositifs de sécurité avancés : systèmes anti-intrusion, vidéosurveillance, contrôle d'accès biométrique, extinction automatique à gaz, et climatisation de précision.

africaines est une réalité. Plus de 40 % du projet repose sur l'expertise guinéenne. »

### Une vision stratégique affirmée

Pour clore la cérémonie, le ministre Directeur de cabinet à la Présidence, M. Djiba Diakité, a salué la portée de ces réalisations dans l'indépendance numérique de la Guinée : « Data center construit, équipé : c'est fait. Smart Africa, septième édition, en République de Guinée, pour l'avenir d'une Afrique souveraine numériquement, c'est fait. Réduction du coût de la data en République de Guinée par l'opérateur majeur sur toute l'étendue du territoire, de moins 25 %, pour le bien-être de nos concitoyens, c'est fait. »

nationales, sous le leadership exceptionnel du président de la République, Son Excellence le Général Mamadi Doumbouya. »

Il a insisté sur l'importance stratégique du contrôle des données : « Une donnée informatique, il est extrêmement important de savoir où elle est gardée. Mais il est également fondamental de savoir qui la contrôle. »

Et de conclure avec force : « Cet édifice est un héritage. Un héritage que nous laisserons aux générations futures pour qu'elles maîtrisent leurs données, leurs innovations et leur avenir. À cet instant précis, je suis fier de pouvoir affirmer, je dis bien, avec une grande fierté que la République de



M. Amadou Édouard Sarr, Directeur général adjoint de Corex, a précisé : « Le Data Center dispose d'une puissance énergétique de 160 kVA, assurée par deux lignes distinctes de EDG, deux transformateurs de 400 kVA, deux groupes électrogènes de 500 kVA, et des onduleurs UPS. La fiabilité énergétique dépasse les 99,99 %, d'où la certification Tier III. »

Il a également mis en avant le transfert de compétences : « Ce partenariat gagnant-gagnant entre entreprises

Il a tenu à rendre hommage à l'ensemble des acteurs : « Je vous prie, au nom du Chef de l'État, d'ovationner exceptionnellement la ministre Paula Rose, toutes ses équipes et tous les acteurs, ici présents ou venus d'ailleurs. »

M. Diakité a replacé ces avancées dans le cadre de la refondation nationale engagée depuis quatre ans : « Depuis le 5 septembre, ce pays est conduit avec l'ensemble des forces de défense et de sécurité

Guinée peut désormais revendiquer sa place sur la carte numérique mondiale à travers le Point GN. »

Avec l'inauguration du Data Center, le lancement du domaine « .GN », la réduction du coût de la data et l'accueil prochain du Transform Africa Summit, la Guinée entre résolument dans une nouvelle ère numérique, affirmant sa souveraineté, sa modernité et son ambition continentale.

**Amadou Mouctar Diallo**

**HOROYA**  
Quotidien national

BP: 191 Conakry, République de Guinée  
E-mail: horoya1958@gmail.com Siège: Boulbinet - C. de Kaloum

#### DIRECTEUR GENERAL

Ibrahima Koné  
Tél: 664 63 32 12 / 624 94 45 99  
konesayon1@gmail.com

#### DIRECTRICE GENERALE ADJOINTE

Marie Louise Diallo  
Tél: 623 69 38 86 marielouisediallo1@gmail.com

#### REDACTEUR EN CHEF

Amadou Kendessa Diallo  
Tél: 622 48 10 45 kenssa2@gmail.com

#### SECRETARE GENERAL

Jean Marie Morgan  
Tél: 622 26 97 26 morgan1535@gmail.com

#### RUBRIQUE POLITIQUE & ÉCONOMIE

Lansana Sarr 628 97 19 33  
Th. Kalifatou Doumbouya 624 69 31 55

#### RUBRIQUE EDUCATION & SOCIÉTÉ

Balla Yombouno 628 74 23 08  
Sékouba Kourouma 628 00 36 63

Tél: 628 97 19 33 sarrlansana93@gmail.com

#### RUBRIQUE CULTURE & SPORT

Maïmouna Bangoura 622 21 12 26  
Ibrahima Sory Bangoura 625 21 78 24

#### CHEF SERVICE RÉSEAUX SOCIAUX

Mamadou Mouctar Diallo 622 32 39 58

#### CHEF SERVICE FABRICATION

Abdoulaye Alsény Bangoura  
Tél: 664 00 44 47 abalbangou@gmail.com

#### RESPONSABLE SITE

Youssouf Hawa Kéïta Tél: 622 28 54 00

#### CHEF SAF

Aïssata Bilivogui 622 55 61 42

#### CHEF SERVICE COMMERCIAL & RECOURVEMENT

Diaka Sanoh Tél: 622 33 13 57

#### DISTRIBUTION

Alpha Saliou Diallo 628478037  
Lébé Doré

#### ARCHIVES

Sââ Adolphe Kondano 627 99 64 74

#### PHOTO

Lamine Sylla 621 70 61 16

REFERENDUM DU 21 SEPTEMBRE 2025

# La DGE lance l'opération de retrait des cartes d'électeur



La Direction générale des élections (DGE) a procédé, ce samedi 6 septembre 2025, au lancement officiel des opérations de retrait des cartes d'électeur. Cette étape, considérée comme l'une des dernières avant le référendum du 21 septembre prochain, vise à

permettre à chaque citoyen d'obtenir sa carte afin de remplir son devoir civique.

La DGE insiste sur l'importance de cette opération pour favoriser une large participation à ce scrutin, présenté comme déterminant pour doter la

Guinée d'une nouvelle Constitution « qui rassemble et ressemble » au peuple.

À cette occasion, la Directrice générale de l'institution a rappelé aux électeurs le mode de scrutin, qui consistera à cocher la case « OUI » ou «

NON » le jour du vote. Elle a également lancé un appel à la mobilisation générale pour faire de ce rendez-vous électoral un moment marquant de l'histoire politique nationale.

Certains observateurs comparent déjà cette

échéance à celle du 28 septembre 1958, date historique où le peuple de Guinée avait massivement dit « non » au Général de Gaulle, ouvrant la voie à l'indépendance.

**Amadou Kendessa Diallo**

## JOURNÉE DE RECUEILLEMENT NATIONAL A MANEAH

# Le Gouvernement rend hommage aux victimes de l'éboulement

Une journée de recueillement national et de prières a été organisée par le gouvernement, ce vendredi 5 septembre courant à l'École militaire de Manéah, en hommage aux victimes du tragique éboulement survenu dans la nuit du 20 août à Zagopé dans la commune urbaine de Manéah.

En tout, 19 personnes ont perdu la vie dans cette catastrophe et 9 autres sont pour l'instant introuvables.

La journée nationale de recueillement a été marquée par la forte présence des autorités civiles, militaires, religieuses et des représentants des familles endeuillées.

Au nom du Président de la République, Chef de l'Etat, le Général Mamadi Doumbouya, le Premier ministre, Chef du Gouvernement, Amadou Oury BAH, a exprimé la compassion de toute la nation à l'endroit des victimes. « Nous sommes réunis aujourd'hui dans la douleur, mais aussi dans la solidarité », a-t-il déclaré, rappelant que cette tragédie



ne concerne pas que Manéah, mais toute la Guinée.

Il a réaffirmé l'engagement du gouvernement à accompagner les familles touchées. Le Premier ministre

a également appelé à une prise de conscience collective sur les dangers liés à

l'occupation des zones à risque : « Ces pertes doivent nous élever au niveau de prudence requis quant à l'occupation des zones d'habitation. »

Reconnaissant les effets des changements climatiques et les failles dans les infrastructures, il a insisté sur la nécessité de renforcer les capacités de prévention, d'alerte et d'intervention face aux catastrophes naturelles.

« Aujourd'hui, nous prions ensemble, nous nous recueillons ensemble, et nous promettons ensemble de ne jamais oublier », a-t-il conclu, en rendant un hommage appuyé aux victimes de l'éboulement.

**Alhassane Barry**

## REFORME ADMINISTRATIVE

# Un pas de géant vers l'efficacité et la transparence

**La transition sous l'ère du Conseil National du Rassemblement pour le Développement (CNRD) a réalisé des progrès significatifs sur les plans social et administratif en Guinée. Parmi les réalisations marquantes, le recrutement de nouveaux fonctionnaires, à la fois en termes de qualité et de quantité, constitue une première dans l'histoire de l'administration guinéenne.**

Les retraités et les assurés de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) et de la Caisse nationale de prévoyance sociale (CNPS) ont également bénéficié d'une amélioration qualitative notable. Cette tendance positive est le fruit d'une volonté politique affirmée d'améliorer les conditions de vie des citoyens.

La réforme administrative en Guinée est considérée comme un processus crucial de modernisation et d'amélioration de l'administration publique. Après des décennies de difficultés pour établir un système administratif efficace et transparent, la Guinée a amorcé des efforts récents prometteurs.

Pour atteindre cet objectif, le gouvernement a mis en place une série de mesures, notamment la création de la Haute Autorité de la Fonction Publique, la réorganisation des ministères et le développement

de la technologie de l'information. Ces actions visent à renforcer la gouvernance, à améliorer la transparence et à rendre l'administration plus efficace.

Les résultats concrets de ces efforts sont déjà visibles. Le recrutement massif et qualitatif de nouveaux fonctionnaires est une nouveauté dans l'histoire administrative de la Guinée. L'engagement des autorités auprès des travailleurs se traduit également par des faits, avec une revalorisation des traitements de 15% pour les fonctionnaires.

Cependant, malgré ces progrès, des défis importants subsistent. La corruption est un défi majeur qui pourrait entraver l'efficacité et la transparence de l'administration. Le taux de couverture de la sécurité sociale en Guinée doit également être amélioré pour pérenniser les



acquis.

Pour que la réforme administrative ait un impact positif durable sur la vie des citoyens, il est essentiel que les efforts soient poursuivis et intensifiés. La lutte contre la

corruption et l'amélioration de la couverture sociale sont des priorités qui nécessitent une attention particulière.

En somme, la réforme administrative en Guinée est un pas de géant vers l'efficacité et

la transparence. Les progrès réalisés sont encourageants, mais il reste encore du travail à accomplir pour que les citoyens puissent bénéficier pleinement des avantages de cette réforme.

J- M Morgan

## MINES

# Le Gouvernement entre ambitions de développement et assainissement du cadastre minier

**Depuis plusieurs décennies, la Guinée s'impose comme l'un des pays africains les plus riches en ressources minières du monde. Avec plus d'un tiers des réserves mondiales de bauxite, des gisements aurifères et diamantifères considérables, et surtout le projet Simandou, le pays nourrit l'espoir de transformer cette manne en véritable moteur de développement. Mais entre promesses, retards et réformes, le chemin reste semé de défis.**

Situé dans la région forestière, le gisement de Simandou est considéré comme le plus grand projet de minerai de fer à haute teneur inexploité au monde, avec des réserves estimées à plus de 8 milliards de tonnes. Sa mise en valeur, longtemps retardée par des litiges juridiques et les hésitations de certains investisseurs, est désormais placée au cœur de la vision des autorités guinéennes.

L'initiative baptisée « Simandou 2040 » vise à faire du projet non seulement une source d'exportation, mais aussi un levier de transformation structurelle. Elle prévoit la construction d'un chemin de fer de plus de 600 km (déjà fait) reliant les mines au port en eau profonde de Bentley (dans Forécariah), la création de milliers d'emplois directs et indirects, l'implantation d'industries de transformation locales et une contribution significative au budget national, notamment pour financer des infrastructures sociales comme l'éducation, la culture, la santé ou l'énergie.

À l'horizon 2040, la Guinée



espère ainsi devenir un acteur incontournable sur le marché mondial du fer, avec un impact direct sur sa croissance et son positionnement stratégique en Afrique de l'Ouest.

### Assainissement du cadastre minier

Parallèlement à cette ambition, le Gouvernement guinéen dirigé par Amadou Oury Bah, a entrepris un assainissement du cadastre minier. Plusieurs per-

mis ont été retirés à des entreprises jugées inactives ou incapables de respecter leurs engagements contractuels. Cette décision marque un tournant dans la gouvernance des ressources. Longtemps critiqué pour le laxisme dans la gestion des titres, l'État entend désormais imposer une discipline stricte.

L'objectif est de libérer les blocs dormants afin de les attri-

buer à des investisseurs crédibles, mais aussi de renforcer la transparence et la crédibilité du secteur. Si certains acteurs évincés contestent ces mesures, elles apparaissent comme un signal fort : les ressources minières doivent avant tout profiter à la nation et non rester entre les mains de spéculateurs.

Reste que l'exploitation minière en Guinée continue de soulever des défis majeurs. Les retombées locales demeurent souvent jugées insuffisantes par les communautés riveraines, tandis que les impacts environnementaux liés à l'extraction et au transport des minerais inquiètent de plus en plus les environnementalistes, dans un contexte marqué par le changement climatique. Le risque d'une dépendance excessive aux exportations de matières premières brutes persiste également, sans une véritable politique de diversification industrielle.

La réussite de Simandou 2040 dépendra donc de la capacité du pays à instaurer une gouvernance équilibrée, où les revenus générés seront réinvestis dans des projets structurants et inclusifs. La Guinée se trouve ainsi à un tournant historique. En conjuguant la mise en valeur de Simandou et la rationalisation du cadastre, elle dispose d'une occasion unique de transformer son potentiel minier en prospérité durable. Mais cette opportunité ne pourra se concrétiser que par une volonté politique constante, une gestion transparente et une vision stratégique de long terme. Si ces conditions sont réunies, Simandou 2040 pourrait symboliser le passage d'une économie de rente à une économie de développement, et faire de la Guinée un modèle africain de valorisation responsable des ressources naturelles.

Il reste à espérer que l'État guinéen parvienne à concilier souplesse et fermeté, afin que l'exploitation minière profite véritablement au développement national plutôt qu'à l'enrichissement d'entreprises étrangères et d'individus sans scrupules.

Amadou Kendessa Diallo

## ROUTES, PONTS, AEROPORTS

**Le CNRD redessine le visage du pays**

Depuis le 5 septembre 2021, le Comité National du Rassemblement pour le Développement CNRD dirigé par le général Mamadi Doumbouya a placé les infrastructures au cœur de sa gouvernance. Quatre ans après les résultats sont visibles sur le terrain et les ambitions restent fortes pour faire de la Guinée un pays mieux connecté plus moderne et plus équitable

**Des routes pour relier les Guinéens**

Le désenclavement des régions est devenu une priorité nationale. Plus de 2000 kilomètres de routes ont été réalisés ou réhabilités à travers le pays facilitant les échanges commerciaux et les déplacements des citoyens. Le pont de Kagbélen inauguré en 2023 est un symbole fort de cette volonté de relier Conakry à l'intérieur du pays. Les échangeurs de Bambéto et du KM36 en cours de construction visent à fluidifier le trafic dans la capitale et à réduire les embouteillages chroniques. Le pont de Tanènè lancé en 2023 vient remplacer une infrastructure vétuste datant de plus de six décennies avec une capacité moderne et sécurisée.



Dans les villes de l'intérieur, le CNRD a engagé le bitumage des voiries urbaines à Kindia, Kankan, Labé, N'Zérékoré et d'autres localités. Ces travaux améliorent

la mobilité locale, renforcent l'image des centres urbains et participent à la redynamisation économique des régions.

**Aéroport et bâtiments publics**

L'aéroport international Ahmed Sékou Touré est en

renovation avec des logements et bureaux destinés aux membres du gouvernement. Cette initiative s'inscrit dans une logique de rationalisation des biens publics et d'amélioration des conditions de travail des responsables de l'État.

**Perspectives vers une Guinée plus connectée**

Le CNRD ne compte pas s'arrêter là. Les perspectives annoncées incluent la construction de nouveaux hôpitaux régionaux pour renforcer le système de santé, le déploiement de routes secondaires pour relier les zones rurales et la modernisation des ports et du réseau ferroviaire afin de dynamiser les échanges commerciaux et favoriser l'intégration nationale.

En quatre ans, le CNRD a lancé une dynamique de transformation structurelle qui touche tous les secteurs.



pleine extension avec la construction de nouveaux terminaux, d'une tour de contrôle moderne, d'une caserne de pompiers et d'une centrale électrique. L'objectif est de faire de Conakry un véritable hub aérien en Afrique de l'Ouest capable d'accueillir davantage de passagers et de renforcer la connectivité régionale.

stratégiques du pays. Malgré les défis économiques et logistiques, les chantiers engagés traduisent une volonté claire de bâtir une Guinée moderne inclusive et tournée vers l'avenir. Le pari de l'infrastructure est en passe de devenir un levier majeur du développement national et de la cohésion sociale.

**Mouctar Kalan Diallo**

La Cité ministérielle de

## RENAISSANCE CULTURELLE

**Un bilan élogieux**

*La Guinée a connu une renaissance culturelle remarquable ces dernières années, et ce, grâce au soutien indéfectible du Président de la République. Les actions entreprises visent à promouvoir la culture nationale, à soutenir les créateurs et à renforcer la politique culturelle.*



Le Bureau Guinéen des Droits d'Auteur (BGDA) a modernisé son système de gestion des droits d'auteur pour garantir une juste rémunération aux artistes. Les paiements se font désormais par virement bancaire ou via des plateformes de mobile money, ce qui renforce la transparence et sécurise les revenus des créateurs.

Les droits d'auteur sont désormais garantis jusqu'à 80

ans après le décès de l'artiste, ce qui est aligné sur les standards internationaux. Cela permet aux artistes et à leurs familles de bénéficier d'une protection juridique et financière.

En plus, le Grand Prix Littéraire du Président de la République a été lancé en avril 2025 pour promouvoir la littérature guinéenne. Ce prix vise à encourager les auteurs à produire des œuvres littéraires

de qualité et à mettre en valeur la richesse culturelle de la Guinée.

En outre, la renaissance des orchestres nationaux est une réalité sous l'ère du Gal Mamady Doumbouya. Le gouvernement a fourni des instruments modernes pour relancer les orchestres nationaux, tels que le Bembeya Jazz National. Cela permet de promouvoir la musique

guinéenne et de soutenir les artistes locaux.

**Soutien au septième art et aux arts vivants**

Le ministère de la Culture a investi dans la formation de 136 acteurs et a fourni des équipements professionnels aux troupes. Le Fonds de Développement des Arts et de la Culture (FODAC) a également soutenu des artistes en leur octroyant des fonds pour développer leurs projets.

Le Festival international du Djembé a été organisé pour célébrer la culture guinéenne et promouvoir les échanges interculturels. Ce festival a permis de mettre en valeur la richesse culturelle de la Guinée et de renforcer les liens entre les communautés.

Le ministère de la Culture a également œuvré pour la préservation du patrimoine culturel guinéen. La rénovation du Musée national de Sandervalia et la création d'un nouveau projet de développement des arts et de la

culture ont permis de renforcer la visibilité de la Guinée sur la scène internationale.

**Retour sur la scène culturelle africaine**

La Guinée a retrouvé sa place sur la scène culturelle africaine grâce à sa participation active aux événements culturels internationaux. Le pays a été invité d'honneur au Festival des Musiques Urbaines d'Anoumabo (FEMUA) en Côte d'Ivoire, ce qui a permis de renforcer les liens culturels entre les pays africains. La visibilité culturelle du pays s'est aussi exprimée à travers la victoire instable de la Guinéenne Yuyu au concours « Nouvelle Reine d'Afrique »,

Autant dire que l'avènement du CNRD aura permis à la culture guinéenne de faire un bond qualitatif en qu'elle a réalisé des progrès significatifs dans la promotion de la culture guinéenne et le soutien aux artistes. Les actions entreprises ont permis de renforcer la visibilité de la Guinée sur la scène internationale et de promouvoir la diversité culturelle.

**Mohamed Dramé**

## CONSERVATION DU PATRIMOINE

**Les journalistes du Quotidien National Horoya outillés**

*Une formation sur la conservation du patrimoine, notamment des archives, s'est tenue ce jeudi 4 septembre au siège de la Direction du Quotidien national Horoya. La session a été animée par Amadou Kendessa Diallo, rédacteur en chef du journal et masterant en GESCOP à l'Université Général Lansana Conté, en présence de Mme Marie Louise Diallo, Directrice générale adjointe, et de Sékou Bantoun Fofana, Directeur général de la presse rurale.*

L'objectif de cette rencontre était de restituer les acquis d'une formation suivie par le formateur et de sensibiliser les journalistes sur l'importance de la préservation du patrimoine national.

« Le patrimoine est l'ensemble des biens matériels et immatériels ayant une valeur universelle et exceptionnelle, qui doivent être préservés et transmis aux générations futures », a expliqué Amadou Kendessa Diallo. Il a détaillé les différents types de patrimoine notamment le patrimoine matériel, immatériel et naturel et identifié les principaux facteurs de dégradation.

Insistant sur la valeur des archives du Horoya, le rédacteur en chef a rappelé que leur conservation est



essentielle pour sauvegarder l'identité nationale et transmettre l'héritage aux générations à venir. Selon lui, « la valorisation

du patrimoine peut également créer de l'emploi, générer des revenus et renforcer la coopération avec des institutions

locales et internationales ».

De son côté, le Directeur général de la presse rurale,

Sékou Bantoun Fofana, a souligné le rôle central de l'homme dans la préservation du patrimoine : « L'homme est au début, au centre et à la fin du processus de conservation et de protection. » Il a plaidé pour une sensibilisation accrue des décideurs afin que la Guinée s'engage davantage dans la sauvegarde de son patrimoine.

Cette formation a permis aux journalistes du Quotidien national Horoya de mieux cerner les enjeux liés à la protection du patrimoine national. Elle ouvre aussi la voie à une implication plus forte des autorités dans la valorisation et la sauvegarde de cette richesse, véritable vitrine de l'identité guinéenne.

**Ibrahima Sory Bangoura**

## INFORMATION &amp; COMMUNICATION

**En marche vers une communication inclusive et responsable**

Depuis l'arrivée du Comité National du Rassemblement pour le Développement à la tête de la transition guinéenne le Ministère de l'Information et de la Communication s'est engagé dans une dynamique de refondation et de modernisation. Depuis l'arrivée du ministre Fana Soumah en 2024 le département affiche une vision globale et transversale tournée vers l'efficacité administrative la transparence et l'inclusion médiatique.



Parmi les acquis majeurs enregistrés sous la transition figurent la modernisation des infrastructures de diffusion avec le renforcement des sites de la RTG à l'intérieur du pays et l'installation de nouveaux équipements techniques

l'inauguration de radios rurales notamment celle de Sabadou Baranama pour améliorer l'accès à l'information dans les zones enclavées l'adoption de la loi encadrant la publicité par le Conseil National de la Transition

l'élaboration de textes organiques pour structurer les entités du ministère telles que la Direction nationale des services de diffusion l'AGP le Fonds d'appui aux médias et le centre de formation, la mise en

place de mécanismes de contrôle et d'audit interne pour assurer une gestion rigoureuse des ressources humaines, financières et matérielles ainsi que l'organisation de rencontres régulières avec les journalistes de la presse publique et privée afin de favoriser la transparence et la collaboration

Le ministre Fana Soumah a également exprimé une ambition claire pour l'avenir du MIC en mettant l'accent sur la dépolitisation de l'administration pour garantir un fonctionnement neutre et professionnel des institutions de communication le renforcement de la gouvernance numérique à travers l'intégration des technologies de l'information pour améliorer la diffusion et la gestion des contenus le soutien accru aux médias régionaux pour une couverture plus équitable du territoire la mise en place de programmes de formation continue pour les

agents du ministère et les journalistes et la valorisation de la communication gouvernementale par le développement d'une stratégie cohérente visant à rapprocher les citoyens des actions de l'État sans oublier la relance du Quotidien National Horoya avec une parution régulière qui marque le retour d'un média emblématique dans le paysage de la presse nationale

Sous le CNRD le Ministère de l'Information et de la Communication s'est affirmé comme un levier essentiel de la transition Le leadership de Fana Soumah marqué par la rigueur la vision et l'ouverture ouvre la voie à une transformation durable du paysage médiatique guinéen Les acquis sont solides et les perspectives prometteuses pour une Guinée mieux informée plus transparente et résolument tournée vers l'avenir

AMD

**RENTREE GOUVERNEMENTALE 2025****Bilan et perspectives**

La rentrée gouvernementale 2025 en Guinée a été marquée par un point de presse tenu par le ministre des Transports et porte-parole du gouvernement, Ousmane Gaoual Diallo, lundi 1er septembre 2025. Au cours de cette conférence de presse, le ministre a abordé trois sujets majeurs : le référendum institutionnel, la crise de liquidité dans les banques et la rentrée gouvernementale.

D'entrée, il a mis l'accent sur le référendum institutionnel qui reste et demeure un levier essentiel pour la réforme. Le ministre Ousmane Gaoual Diallo a mis en lumière l'importance stratégique du référendum à venir.

Selon lui, ce scrutin pourrait porter sur des modifications constitutionnelles ou des réformes structurelles destinées à renforcer les fondations de l'État guinéen. Le gouvernement entend ainsi offrir aux citoyens l'opportunité de s'exprimer sur des enjeux cruciaux, dans une démarche de transparence et de participation.

A propos de la crise de

liquidité dans les banques, il estime que c'est une alerte comportementale. Il a reconnu une situation préoccupante dans le secteur bancaire, mais a nuancé son ampleur. Selon lui, cette crise ne relève pas d'un effondrement économique, mais plutôt d'un phénomène de rétention monétaire. Il a appelé les citoyens à restaurer la confiance dans le système bancaire pour relancer la fluidité économique.

Quant à la rentrée gouvernementale, il dira que c'est un cap sur la relance et la coordination. Le ministre a évoqué la rentrée gouvernementale, marquée par une reprise dynamique

des activités de l'État. Il a insisté sur la nécessité de renforcer la coordination entre les ministères et de relancer les projets prioritaires. Le gouvernement entend ainsi accélérer la mise en œuvre des politiques publiques et répondre aux attentes des citoyens dans un contexte de transformation nationale.

En ce qui concerne les défis et les solutions, il reconnaît que le gouvernement guinéen fait face à plusieurs choses à la fois, notamment la crise de liquidité dans les banques, le référendum institutionnel et la coordination entre les ministères. Pour surmonter ces défis, il estime que le gouvernement doit mettre



en place des mesures pour restaurer la confiance dans le système bancaire, organiser un référendum institutionnel transparent et inclusif et renforcer la coordination entre les ministères.

En termes de perspectives, la rentrée gouvernementale 2025 est marquée, selon lui, par des défis importants, mais

également par des perspectives prometteuses. Il ajoutera que le gouvernement doit travailler à surmonter ces défis et à mettre en œuvre des solutions pour répondre aux attentes des citoyens. Il s'agit de promouvoir une Guinée plus forte, plus stable et plus inclusive.

Amadou Mouctar Diallo

REPUBLIQUE DE GUINEE  
TRAVAIL-JUSTICE-SOLIDARITE



MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE  
ET DES HYDROCARBURES



SOCIETE DES EAUX DE GUINEE (SEG-SA)

## AVIS D'ENGAGEMENT PRÉCOCE DE MARCHÉ

**NOM DU PROJET : PROJET EAU ET ASSAINISSEMENT DE GUINEE (PEAG)**

**OBJET : CONSULTATION PRELIMINAIRE POUR LES TRAVAUX DE CONCEPTION, CONSTRUCTION DE L'USINE DE TRAITEMENT D'EAU POTABLE DE YESSOULOU IV DE CAPACITE 200 000 M3/JOUR**

### 1. INTRODUCTION

La Stratégie Sectorielle de Développement de l'Eau Potable en milieu urbain en Guinée (SSDEPG) 2024-2040 validée en décembre 2023 ambitionne d'accroître l'accès au service public d'eau potable dans les centres urbains, de mettre en œuvre un programme d'investissement ambitieux estimé à 3 milliards d'euros à horizon 2040, d'améliorer les performances du service et d'en assurer l'équilibre financier et la durabilité.

C'est dans cette optique que le présent projet dénommé **Projet Eau et Assainissement de Guinée (PEAG)** en visant la réalisation d'une partie des travaux de la 1ère tranche du Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable du Grand Conakry (SDAEPGC), s'inscrit en droite ligne de l'Axe 1 (« Investir pour un accès universel à l'eau potable en milieu urbain ») du SSDEPG.

Ces travaux de la première tranche du SDAEPGC consistent au renforcement des capacités de production (200 000 m<sup>3</sup>/jour), de transport (100km), de Stockage (63 600m<sup>3</sup>) et de distribution (400km) d'eau potable pour le Grand Conakry. Le financement est assuré par les partenaires techniques et Financiers et le Gouvernement Guinéen : Exim Bank of India pour 170 MUSD, Banque Mondiale (200 MUSD), la Banque européenne d'investissement (BEI) avec une participation de 220 ME, l'Union européenne (UE) avec une subvention de 26 ME et le Gouvernement Guinéen pour 15 MUSD.

### 2. OBJECTIFS DE LA CONSULTATION

Les objectifs de cette démarche se présentent comme suit :

- Évaluer l'intérêt des acteurs du marché pour le projet proposé;
- Recueillir des retours sur les principales exigences, les risques et les opportunités du projet ;
- Identifier les partenaires potentiels du secteur privé ;
- Optimiser la structuration du projet avant le lancement d'un éventuel appel d'offres;
- Maximiser la participation d'entreprises qualifiées tout en respectant les principes de transparence, d'équité et de concurrence.

### 3. PRESENTATION DU PROJET

Selon l'étude du SDAEPGC, les besoins de production d'eau potable pour la ville de Conakry à fin 2024 sont estimés à **400 000 m<sup>3</sup>/jour**. La capacité de production existante étant de **150 000 m<sup>3</sup>/jour**, il se dégage un déficit de **250 000 m<sup>3</sup>/jour**. Ce déficit sera de **660 000 m<sup>3</sup>/jour** à l'horizon 2040 si rien n'est fait.

Pour sortir de cette situation de pénurie récurrente d'eau potable à Conakry, il est envisagé trois tranches de travaux. Le présent projet dénommé

**Projet Eau et Assainissement de Guinée (PEAG)** vise la réalisation des travaux de la 1ère tranche.

#### 3.1. OBJECTIF DE DEVELOPPEMENT DU PROJET

L'objectif de développement du projet est d'accroître l'accès aux services d'eau gérés en toute sécurité dans le Grand Conakry et de renforcer la performance opérationnelle et organisationnelle des institutions de l'eau et de l'assainissement en Guinée.

De façon spécifique, le projet permettra :

1. Améliorer les conditions de vie des populations du Grand à travers la fourniture de services fiables et durables d'approvisionnement en eau potable;
2. Contribuer à l'amélioration des conditions sanitaires et d'hygiène notamment dans les établissements scolaires du Grand Conakry et à la réduction des maladies d'origine hydrique ;
3. Réduire la pénibilité liée aux corvées d'eau pour les femmes;
4. Contribuer à la réduction de la pauvreté ;
5. Créer des emplois ;

#### 3.2. TRAVAUX PREVUS DANS LE PROJET

Les composantes du projet sont réparties en plusieurs lots qui sont :

- **Lot 0**: Prise d'eau au barrage des Grandes Chutes de 2,8 m<sup>3</sup>/s et les conduites d'eau brute barrage des Grandes Chutes -Yessoulou sur 44 Km en DN 1600 mm;
- **Lot 1** : Usine de traitement de Yessoulou 4 de **200 000 m<sup>3</sup>/jour**;
- **Lot 2 et 3**: Adduction d'eau traitée (**51km DN300-DN1600mm**);
- **Lot 4,5,6,7 et 8** : Ouvrages de stockages (**63 600 m<sup>3</sup>**) et réseaux de distribution (**400 km**) ;

La réalisation des travaux des lots 1 à 8 est prévue via un Appel d'Offre International (AOI).

**Le présent Avis concerne le lot 1 « Usine de traitement de Yessoulou IV de 200 000 m<sup>3</sup>/jour ».**

#### 3.3 RESULTATS ATTENDUS DU PROJET

Les résultats attendus sont les suivants :

- Une nouvelle prise d'eau de capacité 2,8 m<sup>3</sup>/s réalisée au barrage des chutes;
- Environ 44 km de conduites de transport d'eau brute DN 1600 mm en Fonte Ductile fournies et posées entre le barrage des Grandes et Yessoulou;

- Une nouvelle usine de 200 000 m<sup>3</sup>/jour de capacité construite à Yessoulou;
  - Environ 51 km de conduites de transport d'eau traitée DN300 à DN 1600 mm en Fonte Ductile fournies et posées ;
  - 6 réservoirs semi-enterrés en béton armé de capacités cumulées 63 500 m<sup>3</sup> réalisés;
  - Un château d'eau métallique de 500 m<sup>3</sup> réalisé sur le site de Kouria;
  - Environ 390 km de canalisations de réseau de distribution en PEHD (330km, DE63 à 250mm) et en Fonte Ductile (70km, DN300 à 600mm) fournies et posées;
  - Environ 30 000 branchements sociaux et 29 bornes fontaines réalisés.
- Les détaillées du marché du lot 1 sont donnés dans le tableau ci-après:

Lots travaux/ Durée	Désignation	Descriptif	Bailleur	Méthode de sélection/ Approche de sélection/ Document d'Appel d'Offres
LOT 1/	<b>Usine Yessouloun</b>	* Usine 200 000 m <sup>3</sup> /j (avec Pré-décantation pour 325 000 m <sup>3</sup> /j, Pré-ozonation et traitement de boues par épaissement et lits de séchage) * Réservoir 25 000 m <sup>3</sup> * Station de pompage vers Kouria de 1 00 m <sup>3</sup> /h * Route d'accès bitumé de 5.8 kms * Unité de production photovoltaïque 1 MW sans batteries * Un raccordement au réseau EDG * Un laboratoire mobile d'analyse d'eau	IDA	Appel à Propositions/ Ouvert-international/  DTPM mars 2025 <b>(conception construction)</b>

S'agissant des aspects techniques, à l'issu des études de Schéma Directeur, des études d'Avant-Projet Sommaire (APS) ont été réalisées et dont le rapport décrit les données de bases à prendre en compte pour la conception de la future unité de traitement d'eau potable de Yessoulou IV. Ce document sera inséré dans le DAO.

Des études d'impact environnemental et social ont été également réalisées sur cette sous-composante et le PGES sera aussi inséré dans le DAO des travaux.

**4. LES RISQUES DU PROJET**

Le risque global de passation des marchés pour le Projet Eau et Assainissement de Guinée peut être défini comme le niveau de vulnérabilité du projet à des retards, irrégularités ou inefficacités dans la planification, la préparation, la mise en œuvre, la supervision ou le contrôle des activités de passation des marchés, pouvant compromettre la bonne exécution du projet et l'atteinte de ses objectifs en matière d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement.

Le niveau de risque estimé selon l'analyse des capacités institutionnelles, des précédents projets et des conditions locales, est globalement «**élevé**», nécessitant un suivi étroit, des mesures de mitigation et un plan de renforcement des capacités.

S'agissant du marché relatif au lot 1, les risques identifiés et les mesures d'atténuation proposées se présentent comme suit :

Lot de Travaux	Risques identifiés	Mesures d'atténuation Proposées	Éléments de passation sur lesquels l'accent doit être mis
<b>Travaux de construction d'une usine de traitement d'eau à Yessoulou IV</b>	Description partielle ou inexacte des besoins lors de la préparation des dossiers d'appel d'offres	<ul style="list-style-type: none"> <li>• S'assurer du caractère réaliste des prescriptions techniques des travaux avec une estimation des coûts et le contrôle des travaux</li> <li>• Associer le spécialiste chargé des aspects environnementaux à l'élaboration des dossiers de consultation en vue de s'assurer de la prise en compte des impacts sociaux et environnementaux négatifs et le Cadre de Procédure</li> <li>• Mettre en place un mécanisme de suivi de l'exécution des différentes phases du processus de passation de marchés</li> <li>• Sensibiliser les acteurs, les organes et autorités impliqués dans le processus de passation de marchés au respect des délais réglementaires du Code des Marchés en vigueur</li> <li>• Mettre en place un mécanisme de suivi de l'exécution des travaux</li> <li>• Prévoir et appliquer des pénalités de retard</li> </ul>	Description claire et détaillée des travaux à exécuter  Critères de qualification relatifs à la capacité financière et l'expérience des soumissionnaires  Fixation d'un délai d'exécution réaliste  Conditions contractuelles adaptées au type de travaux
	Non prise en compte des impacts négatifs sociaux et environnementaux dans la passation des marchés		
	Estimation approximative des coûts		
	Longs délais du processus de passation du marché		
	Mauvaise qualité des travaux		
	Retard dans l'exécution des travaux		

**5. MODALITES DE PARTICIPATION**

Les parties intéressées sont invitées à prendre part à l'activité suivante :

- Réunion de l'Engagement Précoce du Marché des Travaux de construction d'une usine de traitement d'eau à Yessoulou IV (Lot1), en conception et réalisation ;

Date /heure : **25/09/2025 à 12h00 GMT** ;

- Format Hybride (présentiel/virtuel)

Lieu : Ministère de l'Hydraulique Tél.+(224) 621 01 93 37/622 00 89 35 et des Hydrocarbures,

Email : [aissata.kaba@outlook.com](mailto:aissata.kaba@outlook.com) ; [macamara@segguinee.com](mailto:macamara@segguinee.com) ; [allareny.diallo@segguinee.com](mailto:allareny.diallo@segguinee.com)

Pour les entreprises qui souhaitent participer en ligne, veuillez visiter le site web de la Société des Eaux de Guinée (SEG S.A) : <http://www.segguinee.com>.

**6 Prochaines étapes**

Les informations recueillies permettront à la SEG-SA d'affiner les modalités du projet et d'adapter la stratégie d'approvisionnement. Toute procédure formelle de passation de marché ultérieure sera communiquée par les canaux officiels.

**7. Remarques Importantes**

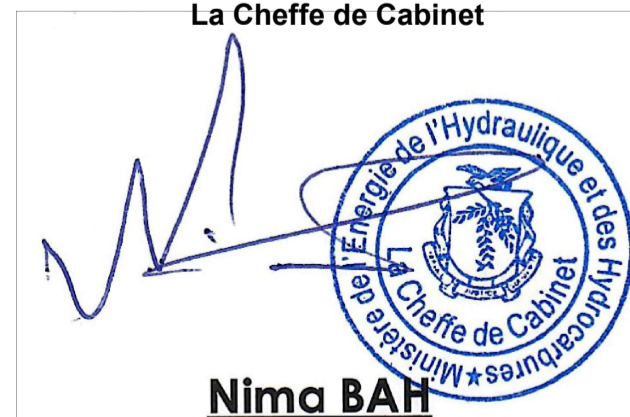
La participation à cet engagement précoce du marché ne confère aucun avantage lors du processus de sélection à venir.

Il ne s'agit pas d'un appel d'offres ni d'un exercice de préqualification.

Toutes les informations reçues seront traitées de manière confidentielle et utilisées uniquement pour l'analyse du marché, la planification et l'optimisation des travaux objet du marché.

Nous vous remercions pour votre participation et vos précieuses contributions.

La Cheffe de Cabinet



**Nima BAH**

## PROCESSUS ELECTORAL

# La Directrice générale des élections rassure

À l'approche du référendum constitutionnel prévu le 21 septembre, la République de Guinée confirme sa détermination à garantir un scrutin transparent, inclusif et techniquement irréprochable. C'est qui ressort au cours d'une conférence de presse tenue, mercredi 3 septembre 2025, au siège de la Direction Générale des Élections (DGE) sis à l'ancien siège de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) à Camayenne.

Madame Djénabou Touré, Directrice Générale des Élections, a présenté un état des lieux complet du processus électoral, soulignant les avancées significatives et les perspectives d'une mobilisation nationale sans précédent.

Un processus aussi structuré et accessible prend en compte toutes les dispositions. C'est ce que Madame Touré entend garantir par rapport à la tenue du scrutin à la date indiquée.

Les listes électorales provisoires ont été produites et acheminées sur le terrain, accompagnées de statistiques détaillées. Une plateforme numérique a été mise à disposition des citoyens guinéens, tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger, pour vérifier leur inscription et leur affectation à un bureau de vote.

Deux semaines ont été consacrées à la vérification, à la correction et à la gestion des contentieux. Grâce à la constitution du Registre National des Personnes Physiques (RNPP), enrichi par des audiences foraines dans les communes rurales, plus de 4,5 millions de citoyens ont pu obtenir un acte de naissance via jugement supplétif.

## Cartes d'électeurs et logistique maîtrisée

La consolidation des données a permis la production des cartes d'électeurs, désormais imprimées et acheminées dans toutes les communes du pays et les 34 circonscriptions à l'étranger. Leur distribution débutera le 6 septembre dans les quartiers et districts.

Côté logistique, Mme Touré a rassuré : « Tout le matériel électoral, des isoires aux kits des bureaux de vote, a été réceptionné, conditionné et acheminé. Les documents sensibles seront disponibles sur le terrain dès le 7 septembre »



Dans une démarche inclusive, la DGE a signé des conventions avec plus de 16 plateformes de la société civile, le Forum National des Jeunes et des Partis Politiques, ainsi que des associations de femmes et de journalistes. Ces partenariats visent à renforcer la sensibilisation et la mobilisation sociale autour du référendum.

Un comité technique inter-parti, composé de représentants des 125 partis politiques en règle, a été mis en place pour garantir la transparence et la concertation à chaque étape du processus.

## Transparence, redevabilité et mémoire institutionnelle

Ancienne Directrice nationale des affaires politiques et de l'administration électorale, Mme Touré a tenu à rappeler son engagement à rendre compte du travail accompli : « L'administration reste le socle de l'organisation des élections, car c'est en son sein que se trouvent les compétences techniques. »

Elle a retracé l'évolution des structures électorales en Guinée, depuis le ministère de l'Intérieur jusqu'à la CENI, en passant par le Haut Conseil aux Affaires électorales, la CNE, la CENA et enfin la CENI : « C'est l'ordonnance 015 du président

Moussa Dadis qui a confié à la CENI la constitution du fichier électoral et l'organisation de toutes les élections politiques et

référendaires, faisant du ministère un simple appui technique. C'était cela le changement. »

## Une étape décisive vers la refondation nationale

À travers cette organisation rigoureuse et inclu-

sive, la Guinée s'apprête à vivre un moment historique. Le référendum du 21 septembre s'inscrit dans une dynamique de refondation politique, amorcée depuis 2021, et portée par une volonté affirmée de bâtir une nation forte, unie et souveraine.

Comme l'a conclu Mme Touré : « Personne n'a été laissé pour compte dans ce processus, qui se veut transparent et participatif. »

Ce scrutin ne sera pas seulement un vote constitutionnel : il incarne une vision, celle d'une Guinée moderne, où chaque citoyen compte et où chaque voix contribue à l'avenir du pays.

**Amadou Mouctar Diallo & Kalifatou Doumbouya**

## REFERENDUM

# Les médias appelés en renfort

À quelques jours de la consultation référendaire, la Direction Générale des Élections (DGE) a organisé, mercredi 3 septembre 2025, un déjeuner de presse réunissant les responsables de médias publics et privés. Objectif : consolider la collaboration entre l'institution électorale et les acteurs de la presse pour assurer un processus électoral transparent et inclusif.

La rencontre s'est tenue en présence du ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, El Hadj Ibrahima Kalil Condé, et du ministre Secrétaire général du gouvernement, Tamba Benoît Kamano. Djenabou Touré, Directrice Générale des Élections, a exprimé sa gratitude envers les médias pour leur

rôle crucial dans le recensement de plus de 9 millions de citoyens : « Si nous avons pu recenser plus de 9 millions de Guinéens, c'est en grande partie grâce au soutien des médias. »

Elle a également souli-

gné l'importance de maintenir une communication fluide et inclusive jusqu'à la proclamation des résultats.

Tamba Benoît Kamano a rappelé aux patrons de presse leur rôle dans la préservation de la paix et de la cohésion nationale : « Ce déjeuner n'est pas un

événement protocolaire, mais un rendez-vous fraternel. »

Amadou Tham Camara, président de l'Association guinéenne de la presse en ligne, a salué l'initiative et réaffirmé l'engagement des médias à accompagner le processus électoral : « Nous serons là en

tant que partenaires pour accompagner tout le processus. »

À travers cette rencontre conviviale, la DGE réaffirme sa volonté de travailler main dans la main avec les médias pour garantir un scrutin serein, inclusif et sans irrégularités.

**AMD**



## ETAT DES LIEUX DU PROCESSUS

**La situation des partis politiques**

**Au cours de cette rencontre avec les medias, d'importantes décisions relatives au processus électoral ont été passées au peigne fin et portées à la connaissance des journalistes, notamment la fin des procurations pour plus de transparence, la situation des partis politiques, entre autres.**

Contrairement aux scrutins précédents, où un chef de famille pouvait récupérer plusieurs cartes, il n'y aura plus de procuration sur le terrain. La patronne de la DGE a justifié cette décision en expliquant qu'elle vise à garantir le droit de vote de chaque individu.

« Ce qui m'a le plus touché en 20 ans de carrière, c'est qu'on empêchait souvent les membres de la famille de voter », a-t-elle confié, citant des cas où le chef de famille récupérait les cartes pour empêcher les autres de voter.

« Maintenant, il n'y a pas de procuration et les commissions sont outillées pour gérer chaque cas individuellement », a-t-elle insisté.

Des procédures spéciales ont cependant été prévues pour les personnes malades ou invalides. Par ailleurs, des fiches de suivi et des téléphones permettront aux agents sur le terrain d'envoyer quotidiennement les statistiques de retrait, assurant ainsi un suivi rigoureux de l'opération.

« Toutes les dispositions



de Guinée – Rassemblement démocratique africain (PDG-RDA) de Mohamed Touré et le parti de l'unité et du progrès (PUP) de Fodé Bangoura voient leur suspension levée par le ministère de l'administration du territoire et de la décentralisation. Contrairement à d'autres formations majeures comme le RPG arc-en-ciel et l'UFDG, l'UFR, le PDG-RDA et le PUP peuvent désormais

Touré, lors d'une conférence de presse.

« L'UFR a été suspendu pendant 90 jours. Le PDG-RDA et le PUP également. Ils ont travaillé et se sont relevés. Ils ont organisé leurs congrès, car la principale raison de leur suspension était un défaut d'organisation de cette instance. Ils ont ensuite eu 45 jours supplémentaires. Pendant ce délai, l'UFR, tout comme le PDG-RDA et le

mes comptes sont avec des gens qui sont en prison, l'autre trésorier est décédé, nous n'avons aucun document, ou bien les documents sont avec le président, ou encore se trouvent au palais Sékhoutouréya. Un parti politique n'est pas géré à cet endroit.

Donnez-nous la liste : qui sont les membres de l'organe de direction ? Quel est le mandat ? Est-ce que le mandat des membres du bureau exécutif est respecté ? Les délais d'organisation, les états financiers ? Si on ne voit pas tout ça... Si je dis que l'UFDG n'a pas fourni les états financiers... Non, ils ont bien fourni des états financiers certifiés, mais en ce qui concerne l'UFDG, la vente des cartes de membres pose problème. Quand vous me dites que vous avez vendu 10 000 cartes et produit 50 000

cartes... 50 000 cartes vendues à 5 000 GNF... Si on a des mathématiciens dans la salle, calculez ! L'argent a été versé comment ? Il a été utilisé comment ? C'est ça la gestion d'un parti politique.

Le registre des donateurs : quand c'est un leader politique qui devient le donateur principal d'un parti, qu'est-ce que la loi dit par rapport à ça ? Donc, l'UFDG n'a pas organisé de congrès depuis 2015. Nous avons demandé des procès-verbaux électifs à tous les niveaux, nous n'en avons pas eu. La substitution d'une convocation nationale à un congrès statutaire est irrégulière. On nous a dit qu'il y avait Ebola, et un congrès a été organisé avec un document en violation des statuts. », a-t-elle conclu.

**Thierno Kalifatou  
Doubouya**



sont prises », a-t-elle conclu, se montrant confiante quant à la réussite du processus de distribution.

Situation des partis politiques

Les partis, Union des Forces Républicaines (UFR), de l'ancien Premier ministre Sida Touré, parti démocratique

reprandre leurs activités sur l'ensemble du territoire guinéen.

La levée de cette suspension notamment de l'UFR, intervient après la tenue de son congrès national électif, le 30 mai dernier. Une décision confirmée ce mercredi par la directrice générale des Élections (DGE), Djénabou

PUP, a organisé son congrès et la sanction a été levée », a-t-elle confirmé.

Le cas UFDG

« Il faut qu'on en parle. Vous ne pouvez pas me dire que vous avez construit un siège qui fait plus de 10 milliards sans justifier comment tout l'argent est rentré. Et que vous me dites simplement :

**Lire Horoya  
c'est bien,  
s'y abonner  
c'est mieux**

## MATOTO

# Les "Gazelles" du CNRD prient pour la cohésion sociale

Vendredi 5 septembre 2025, les «Femmes Gazelles du CNRD» ont organisé une cérémonie spéciale pour célébrer le quatrième anniversaire de l'arrivée au pouvoir du Comité National du Rassemblement pour le Développement (CNRD), dirigé par le Général Mamadi Doumbouya.

Devant la grande mosquée centrale de Matoto, à Conakry, des centaines de femmes se sont réunies pour une lecture du Saint Coran, dans le but d'implorer la paix et la cohésion sociale en Guinée. Malgré une forte pluie qui s'est abattue sur la ville, les participantes, notamment les «braves femmes vendeuses de Matoto» et les membres du mouvement des Gazelles, ont répondu massivement à l'appel.

Mme Mariama Kourouma, l'une des organisatrices de l'événement, a exprimé sa profonde satisfaction face à cette initiative. «Nous ressentons une immense joie en ce jour», a-t-elle déclaré. «Depuis que le CNRD a pris le pouvoir, toutes les décisions ont été prises pour la paix et la quiétude sociale.



Les choses se déroulent à merveille, et tout le monde peut en témoigner.»

Mme Kourouma a souligné que cette cérémonie était une nécessité spirituelle pour la

nation, particulièrement après les récents drames qui ont endeuillé le pays, notamment les inondations et l'éboulement de terrain à Manéah. «Face à ces événements, nous ne

pouvons pas rester inactifs. Nous devons implorer le Tout-Puissant, lui demander pardon et solliciter la bénédiction de nos aînés», a-t-elle expliqué.

La cérémonie a été l'occasion pour les participantes de prier pour l'unité nationale et pour le bien-être du pays. Mme Kourouma a vivement remercié les responsables religieux et l'ensemble des femmes présentes pour leur mobilisation. Elle a également appelé l'ensemble des Guinéens à célébrer les «bienfaits du CNRD», insistant sur le fait que le pays vit «sans problème» depuis l'arrivée du régime.

Cette cérémonie religieuse, à l'initiative d'un groupe de soutien au CNRD, illustre la dimension spirituelle et communautaire que le régime en place cherche à imprimer à son pouvoir. Elle a pour but de promouvoir le «vivre ensemble» et de fédérer la population autour de la nouvelle direction du pays.

Sana Sylla

## KANKAN

# Le syndicat des transporteurs routiers dit "oui" à la Constitution



À Kankan, le syndicat des transporteurs routiers a organisé une grande mobilisation le 1er septembre pour soutenir les autorités guinéennes et le changement opéré au plus haut sommet de la gouvernance. Les transporteurs ont exprimé

leur soutien à la nouvelle constitution en défilant dans les rues de la ville avec des centaines de véhicules affichant des pancartes «OUI» à la nouvelle constitution.

Le porte-parole du syndicat, Elhadj Mamadi Chérif, a

rappelé que son association a toujours été à l'avant-garde des luttes pour l'indépendance et la souveraineté de la Guinée. Il a souligné que les transporteurs sont fiers de soutenir les autorités guinéennes dans leur effort pour changer le pays.

de Kankan. Les préfets, sous-préfets, présidents de délégation spéciale, cadres régionaux et chefs religieux étaient présents.

Les discours prononcés par le Président du Collectif des cadres et le Gouverneur ont souligné l'importance du

référendum pour permettre aux citoyens de porter leur choix, loin des divisions et des oppositions. La mobilisation des transporteurs de Kankan est considérée comme un soutien de taille en faveur des autorités guinéennes et de la nouvelle constitution.

Waou Condé  
Depuis Kankan

**Lire Horoya  
c'est bien,  
s'y abonner  
c'est mieux**

## CAMPAGNE REFERENDAIRE

**Kaporo se mobilise**

Sous la présidence de Mourana Soumah, ministre de l'économie et des finances, et de Moussa Moïse Sylla, ministre de la culture, la campagne référendaire pour le référendum du 21 septembre a été officiellement lancée à Kaporo, dans la commune de Ratoma.



Devant une assemblée de femmes, de jeunes et de sages, les ministres ont souligné l'importance de cette consultation pour

l'avenir de la Guinée.

« La présence de ces ministres à cette rencontre témoigne de l'engagement

sincère du gouvernement envers les valeurs du dialogue, de la solidarité, de la justice sociale et de la démocratie », a déclaré

Alsény Camara, porte-parole de la commission d'organisation.

Les populations de Kaporo ont affirmé leur soutien indéfectible au général Mamadi Doumbouya, Président de la République, dans sa démarche de justice sociale, d'égalité et de progrès. Elles se sont engagées à voter « Oui » au référendum du 21 septembre 2025.

Lors de cette rencontre, les populations de Kaporo ont également posé des doléances, notamment l'emploi des jeunes diplômés de Kaporo à la fonction publique, l'extension et l'aménagement de leur marché, la rénovation du terrain de football et de l'école publique, la rénovation de la maison des jeunes et l'entretien du cimetière.

Le ministre Mourana Soumah a invité les citoyens de Kaporo à aller chercher leurs cartes d'électeurs pour voter « Oui » le jour de l'élection référendaire. Il a souligné que la nouvelle constitution est faite pour rassembler et non pour diviser. Il a également mis en lumière quelques innovations contenues dans le projet de nouvelle constitution, notamment la gratuité de l'éducation des enfants, l'accès obligatoire à l'éducation dès l'âge de 5 ans jusqu'à 17 ans, l'instauration de la candidature indépendante à toutes les élections nationales, la bicaméralisme (assemblée nationale et sénat), la couverture santé universelle et la garantie des postes nominatifs aux femmes et à l'assemblée nationale.

La cérémonie a pris fin par des bénédictions pour la paix et la cohésion sociale entre les Guinéens.

**Abdoulaye Keita**

**Déclaration du Parti Union pour la Nouvelle Guinée (UNG)**

Chers compatriotes,

En cette période référendaire cruciale pour l'avenir de notre nation, le parti politique Union pour la Nouvelle Guinée (UNG), à sa tête Dr Oumar Baldé, reconnaît et salue la démarche ayant conduit à l'élaboration d'une Nouvelle Constitution pour notre pays, fruit d'un processus inclusif conduit par le Conseil National de la Transition (CNT).

Les acquis majeurs que notre Parti a salués dans cette Nouvelle Constitution qui reflète nos valeurs et ambitions communes sont entre autres :

- A. L'éducation gratuite et obligatoire (article 21), qui offre un accès universel à une éducation de base de qualité à tous les enfants de notre pays.
- B. L'accès à des services de santé de qualité sans aucune barrière financière pour assurer une couverture sanitaire universelle à tous les guinéens (article 22).
- C. La séparation des pouvoirs (Article 41), indispensable pour asseoir une gouvernance de qualité au bénéfice de chaque citoyen.
- D. L'interdiction absolue de la prise de pouvoir par la force (article 39), pour la consolidation de l'État de droit et de la démocratie.
- E. Le quota d'au moins 30% de femmes dans les postes électifs et nominatifs (article 6, alinéa I), pour la promotion de l'égalité du genre et la participation des femmes dans la prise de décision.



- F. La participation de la Diaspora (article 29), à la gestion des affaires du pays.
- G. La promotion de nos langues nationales (article 5), comme langues officielles pour le renforcement de notre patrimoine culturel et l'unité nationale.

- H. La protection et l'épanouissement des enfants et des jeunes (article 26), en renforçant les mesures contre l'exploitation, l'abus et la migration irrégulière.
- I. La promotion des droits des personnes en situation de handicap (article 27), pour assurer leur inclusion et protection contre toute forme de maltraitance et de discrimination.
- J. La préservation de la dignité des Anciens Présidents et Chefs d'État (article 74), pour la stabilité institutionnelle et le respect de la mémoire républicaine.

En tant que parti politique légalement constitué et porteur de l'espoir d'une Nouvelle Guinée, le parti UNG s'engage à :

- Promouvoir et vulgariser cette Constitution qui nous ressemble et nous rassemble en votant toutes et tous, OUI le 21 septembre 2025.
- Défendre son adoption par le peuple souverain de Guinée lors du référendum.
- Veiller à son application intégrale et rigoureuse, pour qu'elle soit le socle d'une Guinée démocratique, juste, inclusive, prospère et en bonne santé.

**Vive la République.**

**Que Dieu bénisse la Guinée.**

## ★ HUMOUR ★

### Koto Sow et Koto Barry

Koto Sow et Koto Barry sont deux frères inséparables mais qui ne se comprennent vraiment pas malgré les richesses léguées par leurs parents.

Leurs idées sont toujours divergentes. Ils sont cultivateurs et éleveurs mais leurs greniers ne sont jamais remplis malgré les terres cultivables qu'ils possèdent. Ils passent la longueur de la journée à se disputer c'est pourquoi peut-être leurs grainiers ne sont jamais remplis. Ils sont toujours pauvres car si koto Barry veut cultiver, koto Sow lui préfère aller se promener et si koto Sow veut aller à la chasse, koto Barry préfère dormir, si Koto Barry veut élever, koto Sow lui préfère cultiver. C'est pourquoi ils sont de plus en plus pauvres. Ils ne conjuguent jamais le même verbe ensemble. Un jour, un vieil homme passait devant leur case et les a entendus se disputer à cause du gratin qui restait au fonds de la marmite. Automatiquement, le vieil s'arrêta à la porte et leur demanda à manger car qu'il avait trop faim. Chers lecteurs du quotidien Horoya vous savez, les yetee BARRY et les yetee Sow sont très hargneux et boucantiers mais bonasses. Ils lui donnent tout ce qui restait au fonds de la marmite et le vieux se régale très bien, après le repas le vieil homme leur a prodigué de conseils, de travailler, de s'aimer, de s'écouter surtout et de cesser de se disputer toujours. Car ils ont des domaines cultivables et qu'ils peuvent devenir très riches un jour. En récompense, le vieil tira de son sac, une petite guitare et leur dit « c'est une guitare à faire jouer, dès que vous la faites jouer doucement, tout ce vous demanderez en nourriture, vous sera accorder. »

Et le vieil homme continua son chemin, alors c'est là où les choses se gâtent.

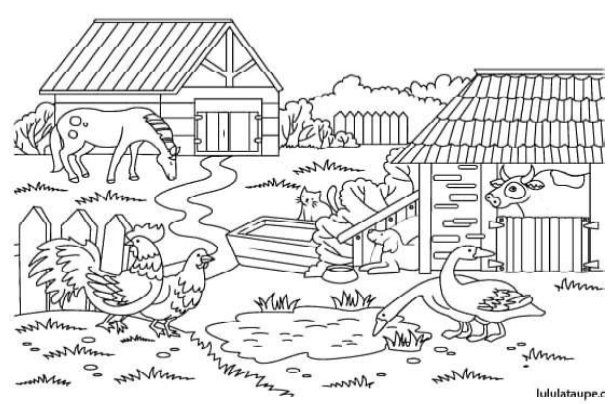
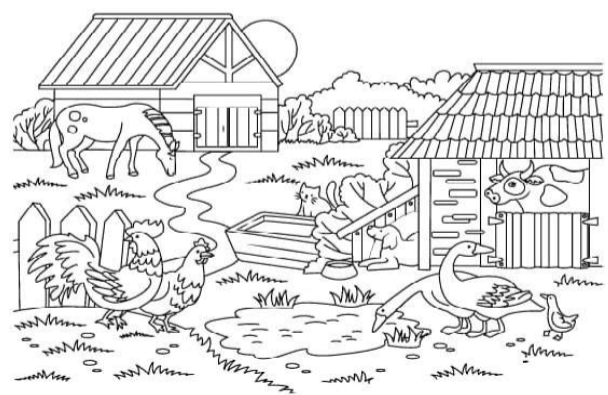
Koto Barry prend la petite guitare et se met à la jouer doucement puis dit « que ce bol se remplisse de riz préparé Barabara, c'est à dire le riz du pays. » Immédiatement le bol s'est rempli. « Qu'allons-nous manger avec ce riz » ajoute koto Sow, « moi je préfère la soupe et poisson fumé » réplique koto Barry. « Non moi je choisis le poulet rôti et la viande », ajoute koto Sow. Ils se mirent à disputer en s'arrachant la guitare, puis elle se brisa. Plus de guitare, pas de sauce, les deux frères se regardent les larmes aux yeux, ils mangent sèchement leurs riz sans sauce.

Médecin après la mort, tous les deux ont regretté leurs actes, depuis lors, ils ne se sont plus jamais disputés et sont devenus des bons travailleurs, cultivateurs, éleveurs et tout le village parle d'eux. Depuis ce jour les yetee BARRY et yetee Sow se moquent entre eux mais ne se disputent jamais et sont devenus bons travailleurs même dans l'administration.

THIAM OUMAR KINDY

## ★ JEUX DE 7 ERREURS

Par Amara Soumah



## Actualité internationale ...

### Décollage de l'énergie solaire en Afrique, la preuve par la hausse des importations

L'Afrique a importé l'équivalent de 15 000 mégawatts de panneaux solaires entre juillet 2024 et juin 2025, soit la puissance de dix réacteurs nucléaires. C'est une augmentation de 60 % en un an. Si l'on exclut l'Afrique du Sud, les importations africaines de panneaux photovoltaïques ont même doublé en deux ans. La preuve, selon le groupe d'études Ember, d'un décollage de l'énergie solaire sur tout le continent.

Des ouvriers installent des panneaux solaires sur des cadres lors de la construction de la première centrale solaire municipale d'Afrique du Sud, le 5 juin 2025, à Atlantis, à environ 40 km du Cap.

Des ouvriers installent des panneaux solaires sur des cadres lors de la construction de la première centrale solaire municipale d'Afrique du Sud, le 5 juin 2025, à Atlantis, à environ 40 km du Cap. © RODGER BOSCH / AFP

L'étude est basée sur les chiffres des douanes chinoises – la Chine étant le principal fournisseur de panneaux solaires à l'Afrique. Et la hausse est spectaculaire. « L'Algérie a multiplié par 33 ses importations de panneaux solaires en un an, observe Dave Jones, analyste en chef chez Ember. C'est le troisième pays à en importer le plus, après l'Afrique du Sud et le Nigeria. Les importations de panneaux solaires de la Zambie ont été multipliées par huit en douze mois, celles du Botswana par sept, celles du Soudan par six et celles du Nigeria, de la RDC et du Bénin ont plus que triplé. »

#### La moitié des besoins en électricité du Tchad

Les panneaux solaires importés par exemple au Tchad en un an permettraient, une fois installés, de produire la moitié de l'électricité totale du pays. Une augmentation de l'offre de courant en perspective en Afrique, mais aussi une baisse potentielle des prix. « Maintenant que le

prix d'un panneau solaire n'est plus que d'environ 60 dollars au Nigeria, de l'électricité, souligne Dave Jones, les économies réalisées en évitant le diesel peuvent rembourser le coût d'un panneau solaire en six mois, et même moins dans d'autres pays. »

La grande majorité des panneaux, 16 000 gigawatts, est jusqu'à présent destinée à des centrales solaires reliées au réseau, d'après les images satellites consultées par Ember. Mais l'usage décentralisé, 6 000 gigawatts pour l'instant, grandit aussi. « Ce sont des entreprises ou des industries, en site isolé ou pas, qui vont être le client unique privé de l'installation, explique Gilles Parmentier, PDG d'Africa REN, un opérateur du secteur. Ça peut être des panneaux solaires installés sur la toiture de supermarchés ou d'usines, ça peut être une centrale solaire installée pour une mine. La dernière catégorie, ce sont des villages isolés sur lesquels certains opérateurs proposent des kits solaires à l'échelle domestique. »

#### Développer le stockage

Le solaire se déploie en Afrique, ce qui imposera de relever le défi de l'intermittence de cette énergie. « Le prochain enjeu, estime Gilles Parmentier, c'est d'arriver à développer des projets de stockage, comme celui qu'on a fait au Sénégal, Walo Storage, pour permettre aux sociétés d'électricité de stabiliser leurs réseaux et également de pouvoir différer la production solaire, de la journée vers la soirée. Sinon, on va se retrouver avec des pays qui vont être en surproduction solaire la journée et en déficit le soir, alors que c'est le moment où il y a le plus de consommation. »

L'autre défi pour accompagner les besoins en centrales solaires en Afrique, sera le développement des réseaux électriques.

### Le Hamas se dit «prêt à s'asseoir immédiatement à la table des négociations»

Le Hamas se dit «prêt à s'asseoir immédiatement à la table des négociations»

Le Hamas s'est dit dimanche 7 septembre disposé à reprendre « immédiatement » les négociations après avoir reçu une nouvelle proposition de la part de Washington.

« Nous avons reçu, via des médiateurs, quelques idées de la part des Américains afin de parvenir à un cessez-le-feu (...) et le Hamas

affirme être prêt à s'asseoir immédiatement à la table des négociations », a écrit le mouvement islamiste palestinien dans un communiqué.

Plus tôt, le président américain Donald Trump a annoncé avoir envoyé un « dernier avertissement » au Hamas pour un retour des otages israéliens détenus dans la bande de Gaza, assurant avoir « averti » le mouvement armé « des conséquences en cas de refus ».

Source : Rfi

## Lire Horoya c'est bien, s'y abonner c'est mieux

## SAISON DES PLUIES

# Un parcours du combattant pour les vendeuses

Les difficultés que rencontrent les femmes commerçantes dans les marchés de Conakry pendant la saison des pluies se passent de commentaires. Elles sont nombreuses à étaler leurs marchandises à même le sol, dans la boue mêlée à des eaux usées et des ordures. Elles souffrent notamment d'infections aux pieds et aux orteils.



Le grand marché de Matoto, considéré comme la plus grande marché de la commune de de ladite commune est régulièrement inondé lors des fortes pluies, rendant difficile l'installation et le maintien des étals. Dans plusieurs marchés (Kenien, Madina, Bonfi), les vendeuses se débrouillent dans des flaques boueuses et parmi les débris, au

risque de maladies et d'inconfort marqués.

Comme pour ne rien arranger, la saleté et l'odeur dans les marchés sont un autre problème récurrent. Des tas d'immondices s'accumulent au bord des allées, y compris à Enco 5 ou Sonfonia, où les femmes se plaignent que les taxes payées chaque matin ne servent pas à

l'assainissement.

Ces conditions sanitaires déplorables, bien que persistantes, ne semblent pas susciter une intervention adéquate des gestionnaires desdits marchés. Les vendeuses du marché Avaria ont été expulsées lors de projets de réhabilitation. Sans lieu alternatif, certaines se retrouvent dans les rues, exposées aux intempéries et

à l'insécurité. Au marché Yenguéma, des vendeuses chassées, exercent leurs activités sur les trottoirs.

Même lorsque des murettes sont installées pour sécuriser les espaces, un accès mal conçu rend difficile la circulation des clientes, et pour certaines femmes, l'escalade est impossible.

Au marché de Matoto, les femmes se lèvent tôt pour installer leurs étals, souvent au détriment du repos ou de la vie familiale. Elles supportent des charges lourdes, font face à l'insécurité et doivent batailler pour accéder aux transports ou sécuriser un espace.

Beaucoup d'entre elles sont préoccupées par la cherté des denrées essentielles (riz, huile, oignons), ce qui réduit leur marge et menace leur subsistance.

Cet ancien administrateur du marché de Gbessia, qui a requis l'anonymat, recommande l'amélioration

de l'assainissement par la collecte régulière des déchets et l'évacuation des eaux pluviales pour assainir les marchés. Il estime également que l'aménagement urbain réfléchi permet de créer des infrastructures abritées, suffisamment accessibles tels que des passages larges entre les murettes. Il propose aussi la réorganisation des espaces en prévoyant des zones dédiées aux vendeuses déplacées (marchés Avaria, Yenguéma) lors des travaux. Autre chose, c'est la subvention ou microcrédit pour renforcer la résilience face à la cherté des denrées.

Il faut dire que ces phénomènes ne sont pas nouveaux, mais s'aggravent en saison des pluies, rendant la vie et le travail de ces femmes particulièrement pénibles. Leurs voix témoignent de courage et de résilience et appellent à des actions concrètes pour que leur quotidien s'améliore.

Ibrahima Sory Bangoura

## INCIVISME

## Un fléau à combattre

La Guinée, comme de nombreux pays, est confrontée à un problème croissant d'incivisme qui affecte plusieurs aspects de la vie quotidienne. Ce phénomène, qui se traduit par une absence ou une faiblesse du sens civique, est un sujet de préoccupation majeure pour les autorités et les citoyens.

L'incivisme en Guinée se manifeste sous plusieurs formes. Le non-respect du code de la route est l'une des plus courantes, avec des conducteurs qui circulent de manière anarchique, effectuent des dépassements dangereux et ne respectent pas les feux tricolores.

La détérioration des biens publics est un autre problème majeur. Les écoles, les routes et les infrastructures de santé sont souvent saccagées ou mal entretenues. L'insalubrité urbaine est également un problème important, avec des rues jonchées d'ordures, des marchés non nettoyés et des égouts bouchés.

La fraude dans les examens et concours est un autre exemple de l'incivisme en Guinée. La tricherie, malgré les efforts de moralisation des examens, a

pignon sur rue, avec parfois la complicité d'encadreurs, ce qui mine la valeur des diplômes. Enfin, l'absence de ponctualité et le manque de rigueur dans le travail sont des comportements qui nuisent à la productivité et à l'efficacité professionnelle.

Les causes de l'incivisme en Guinée sont multiples. La défaillance de l'éducation civique est l'une des principales raisons. Le manque d'efforts pour inculquer les valeurs citoyennes à l'école et dans les familles contribue à aggraver la situation. Le manque d'exemplarité de certains cadres est également un facteur important.

La faiblesse des institutions est un autre problème majeur. L'absence de sanctions contre les comportements inciviques et l'impunité qui en découle favorisent la récurrence de ces comportements. La pauvreté et la précarité sont également des facteurs qui poussent certains individus à enfreindre les règles pour survivre.

Les conséquences de l'incivisme en Guinée sont graves. La dégradation de la qualité de vie est l'une des principales conséquences.

L'incivisme affecte directement le bien-être des citoyens. La perte de confiance entre citoyens et autorités est également créée des situations inconfortables. Cela est à la base d'un fossé entre la population et les dirigeants.

Le ralentissement du développement est une autre conséquence de l'incivisme. L'incivisme entrave le progrès économique et social. Enfin, le renforcement de l'impunité est un problème majeur. Cela perpétue un cycle de violence et de non-respect des lois.

En guise de solution, il est nécessaire de prendre des mesures concrètes. La première étape est de renforcer l'éducation civique. Il est crucial d'inculquer les valeurs de citoyenneté dès le plus jeune âge. La deuxième étape est d'imposer des sanctions fermes contre les actes d'incivisme. Les dirigeants doivent montrer l'exemple et prendre des mesures concrètes pour combattre l'incivisme.

Il est également important de promouvoir la participation citoyenne active. Les médias et la société civile doivent être im-



pliqués dans la lutte contre l'incivisme. Enfin, il est nécessaire de créer un environnement favorable à la citoyenneté active. Les citoyens doivent être encouragés à prendre part à la vie publique et à s'engager dans la lutte contre l'incivisme.

De ce qui précède, l'incivisme

en Guinée est un problème majeur qui nécessite une attention particulière. Les autorités et les citoyens doivent travailler ensemble pour combattre ce phénomène et créer un environnement favorable à la citoyenneté active.

BIS

**FOOTBALL INTERNATIONAL**
**Récit des éliminatoires de la Coupe du monde 2026**

Dans le cadre des éliminatoires de la Coupe du monde 2026, plusieurs rencontres se sont disputées cette semaine à travers les zones Afrique, Europe, Amérique et Asie, livrant leurs premiers verdicts.


**Mercredi 3 septembre 2025 Zone Afrique**

**Gabon - Seychelles (4-0)** : En déplacement, le Gabon s'est imposé largement grâce à un triplé de Denis Bouanga (4', 34', 38') et un but de Y. M'Bemba (89').

**Jeudi 4 septembre 2025 Zone Africaine**

**Guinée équatoriale - Sao Tomé-et-Principe (3-2)** : Victoire arrachée de justesse par la Guinée équatoriale avec des buts de Pablo Ganet (52'), Iban Salvador (61') et José Nabil (69'). Ronaldo Afonso (8', 42') a signé un doublé pour les locaux.

**Angola - Libye (0-1)** : Succès de la Libye grâce à E. Faraj (48').

**Guinée-Bissau - Sierra Leone (1-1)** : K. Kamara (46') a ouvert le score pour la Sierra Leone avant l'égalisation de Mama Baldé (74').

**Madagascar - Centrafrique (2-0)** : W. Caddy (47') et A. Randrianantenaina (59') offrent la victoire aux Malgaches.

**Maurice - Cap-Vert (0-2)** : Jovane Cabral (22') et Diney Borges (70') buteurs pour le Cap-Vert.

**Botswana - Algérie (1-3)** : Succès algérien grâce à M. Amoura (33') et B.

Bounedjah (71', 96'). T. Kopelang (43') a réduit l'écart.

**Mali - Comores (3-0)** : Les Aigles s'imposent avec N. Dorgelès (28'), K. Doumbia (70') et L. Coulibaly (76').

**Tunisie - Liberia (3-0)** : H. Mestouri (5'), F. Sassi (66') et Elias Saad (94') scellent le succès des Aigles de Carthage.

**Cameroun - Eswatini (3-0)** : Les Lions indomptables s'imposent grâce à un but contre son camp de G. Gamedze (6'), puis G. Nkoudou (25') et Arthur Ebong (28').

**Vendredi 5 septembre 2025 Zone Afrique**

**Somalie - Guinée (0-3)** : La Guinée l'emporte grâce à S. Guirassy (22'), F. Omar (64') et O. Cépati Camara (96').

**RDC - Soudan du Sud (4-1)** : Doublé de C. Bakambu (13', 36'), buts de N. Mbuku (46') et Yoane Wissa (57'). K. Majak (68') a réduit l'écart.

**Kenya - Gambie (1-3)** : S. Sinyan (12'), Yankuba Minteh (26') et Musa Barrow (38') buteurs gambiens. R. Ogam (81') sauve l'honneur kényan.

**Ouganda - Mozambique (4-0)** : Succès ougandais avec A. Okello (48'), Rogers Mato (70', 84') et E. Capradossi

(90').

**Afrique du Sud - Lesotho (3-0)** : Buts de Mohau N'Kota (15'), L. Foster (63') et Oswin Appollis (67').

**Burkina Faso - Djibouti (6-0)** : Large victoire des Étalons.

**Zone Europe - Jeudi 4 septembre 2025**

**Pays de Galles - Kazakhstan (1-0)** : Kieffer Moore (24') libère les Gallois.

**Géorgie - Turquie (2-3)** : Victoire turque grâce à Mert Muldur (3') et K. Aktürkoglu (41', 52'). Z. Davitashvili (63') et K. Kvaratskhelia (98') ont

marqué pour la Géorgie.

**Bulgarie - Espagne (0-3)** : La Roja s'impose avec Oyarzabal (5'), Cucurella (30') et Merino (38').

**Slovaquie - Allemagne (2-0)** : Surprise slovaque signée David Hancko (42') et D. Strelec (55').

**Pays-Bas - Pologne (1-1)** : Dumfries (28') ouvre le score, Matty Cash (80') égalise.

**Liechtenstein - Belgique (0-6)** : Démonstration belge avec des buts de De Cuyper (29'), Tielemans (46', 70'), Theate (60'), De Bruyne (62') et Malick Fofana (91').

**Zone Amérique**

**Colombie - Bolivie (3-0)** : James Rodriguez (31'), J. Córdoba (74') et J. Quintero (83') buteurs.

**Argentine - Venezuela (3-0)** : Lionel Messi (39', 80') et Lautaro Martinez (76') offrent la victoire à l'Albiceleste.

**Uruguay - Pérou (3-0)** : R. Aguirre (14'), D. Arrascaeta (58') et Federico Viñas (80') buteurs.

**Brésil - Chili (3-0)** : Victoire de la Seleção grâce à Estevão (38'), Lucas Paquetá (72') et Bruno Guimarães (76').

Cissé Mamady Adama

**ELIMINATOIRES COUPE DU MONDE 2026**
**Guinée - Algérie : 0-0**

Lundi 8 septembre, le Syli national de Guinée a accueilli les Fennecs d'Algérie au stade Mohamed 5 de Casablanca dans le cadre des éliminatoires pour la 8e journée de la Coupe du Monde 2026.



À l'issue des 90 minutes de jeu, les deux équipes ont partagé les points avec un score nul et vierge de 0-0. Malgré des occasions de but de part et d'autre, aucune des équipes n'a réussi à trouver le chemin des filets.

Ce résultat a des implications sur le classement du groupe G. La Guinée se positionne désormais à la 4e place grâce à la victoire de l'Ouganda contre la Somalie sur le score de 2-0.

Sous la direction de l'entraîneur portugais Paulo Duarte, la Guinée a enregistré une victoire contre la Somalie (3-0) et un match

nul contre l'Algérie (0-0).

L'Algérie conserve la tête du groupe avec 19 points, suivie de l'Ouganda et du Mozambique qui partagent 15 points. La Guinée occupe la 4e place avec 11 points, tandis que le Botswana est 5e avec 9 points.

La Somalie, la plus faible équipe du groupe G, ferme la marche avec seulement 1 point. Les prochaines journées seront cruciales pour déterminer les équipes qui se qualifieront pour la Coupe du Monde 2026.

**Une synthèse de J M Morgan**

**U16 FEMININ / AFROBASKET KIGALI 2025**
**Une entame fébrile pour le Syli basket**

Mercredi 3 septembre 2025, le stade Amahoro de Kigali a été le théâtre d'un duel entre les Éléphants de Côte d'Ivoire et Syli Basket de Guinée U16. Le Syli Basket a en effet souffert face à la Côte d'Ivoire, avec une entrée en lice préoccupante et peu optimiste. Une rencontre remportée par les Éléphants sur un score lourd de 74 à 34. Sur les douze nations africaines participantes à cette 9e édition d'Afrobasket U16 et réparties en trois poules, la Guinée est



présente à travers ses basketteuses.

Ce tournoi, débuté le mardi 2

septembre, se poursuivra jusqu'au dimanche 14 septembre 2025, avec pour

objectif d'obtenir deux places pour les Mondiaux de basketball féminin 2026, qui se tiendront en République tchèque.

La Guinée évolue dans la poule B, en compagnie de grandes figures du basketball africain (Mali, Côte d'Ivoire et Angola). L'avenir du Syli Basket est pour le moment incertain, après cette défaite d'ouverture.

Suite à cette rentrée difficile, alors que les deux autres matches de poule s'annoncent

plus lourds, le Syli Basket a déjà du pain sur la planche. Elles devront tout donner pour se relancer lors des prochaines rencontres contre l'Angola, puis le Mali.

À retenir que ce tournoi d'Afrobasket U16 est qualificatif pour les Mondiaux FIBA Féminin U17 2026 qui se dérouleront en République tchèque. Seules les deux nations finalistes représenteront l'Afrique.

**Maimouna Fria Bangoura**